Pour une stratégie de sortie des pesticides et engrais chimiques

Mémoire

présenté à la

**Commission parlementaire sur l'Agriculture, les Pêcheries, l'Énergie et les
Ressources naturelle ayant mandat d'**

*« examiner les impacts des pesticides sur la santé publique et l'environnement, ainsi que
les pratiques de remplacement innovantes disponibles et à venir dans les secteurs de
l'agriculture et de l'alimentation, et ce en reconnaissance de la compétitivité du secteur
agroalimentaire québécois »*

par

Roméo Bouchard

co-fondateur et premier président de l'Union paysanne,
agriculteur biologique retraité
et auteur d'ouvrages consacrés à l'agriculture.

**Saint-Germain-de-Kamouraska
Juillet 2019**

Présentation de l'auteur du mémoire

J'interviens à la Commission à titre d'agriculteur et d'intervenant en agriculture.

Après plusieurs années consacrées aux études en histoire, philosophie et sciences politiques, puis à l'enseignement postsecondaire et au journalisme,

j'ai exploité à plein temps une ferme autosuffisante en régie biologique de 1975 à 1995,

j'ai milité sur des dossiers concernant l'agriculture, l'environnement et le développement rural pendant de nombreuses années, notamment dans les dossiers de l'industrie porcine et du développement local de mon village dans le Kamouraska,

et j'ai co-fondé avec Maxime Laplante, en 2001, l'Union paysanne, que j'ai présidée jusqu'en 2005.

J'ai continué jusqu'à aujourd'hui à intervenir sur les politiques et les pratiques agricoles, sur le développement régional et sur la démocratie de participation.

J'ai notamment publié, en plus de nombreux articles et interventions publiques :

L'UPA, un monopole qui a fait son temps, Éditions VLB, 2018.

Constituer le Québec, pistes de solution pour une véritable démocratie, Atelier 10, 2014.

Les champs de bataille, histoire et défis de l'agriculture biologique au Québec, Écosociété, 2014.

Y a-t-il un avenir pour les régions, un projet d'occupation du territoire, Écosociété, 2006.

Plaidoyer pour une agriculture paysanne, pour la santé du monde, Écosociété, 2002.

Roméo Bouchard

213, Rang de la Montagne-à-Plourde

Saint-Germain-de-Kamouraska, Qué.

G0L 3G0

romeobouchard@hotmail.ca

418-492-5727

Résumé du mémoire

Le problème des pesticides

Même si ce n'est pas encore confirmé par des études indépendantes reconnues, les effets nocifs des pesticides et des engrais chimiques sur les sols, l'environnement, les personnes, les agriculteurs et l'ensemble de la chaîne alimentaire ne peuvent être ignorés.

Le problème, c'est qu'ils sont devenus indispensables au modèle d'agriculture intensive axé sur les grands marchés, que nous avons privilégié, de préférence à un modèle axé prioritairement sur notre autosuffisance alimentaire. Nous sommes devenus dépendants des pesticides.

Pour corriger la situation, il ne suffira pas d'inventer d'autres produits synthétiques pour continuer le même modèle de production, ni de rationaliser leur utilisation. Il faut envisager un retour à des pratiques agricoles *qui misent non pas sur des intrants chimiques ou génétiques, mais sur les mécanismes naturels de vie et de régénération des sols, d'immunité des plantes et des animaux, d'équilibre des écosystèmes et de la biodiversité*, comme l'ont toujours fait les paysans, comme le font de mieux en mieux les producteurs écologiques modernes. D'ailleurs, nous y serons forcés, car l'agro-chimie est de moins en moins rentable, profite à de moins en moins de gens, et contribue à la détérioration de la santé publique, des sols et de l'occupation de notre territoire.

Une stratégie de sortie des pesticides et des engrais chimiques sur 5 à 10 ans.

Pour sortir des pesticides et engrais chimiques, une stratégie courageuse s'impose :

1. **D'abord**, *un choix politique clair* en ce sens, assorti d'un plan d'intervention sur 5 à 10 ans, avec les budgets requis et impliquant tous les intervenants. **Ensuite** :
2. *un programme national de rééducation à l'agriculture écologique* qui utilise toutes les ressources existantes et rejoigne tous les intervenants concernés.
3. *un plan d'élimination ou d'utilisation réduite et exceptionnelle des pesticides et engrais chimiques*, étalé sur 5 à 10 ans, en fonction de leur dangerosité.
4. *le rétablissement progressif de l'écosystème agricole* : rotation et diversification des cultures, pâturage, fumiers solides compostés, recadrage de la machinerie et des bâtiments, etc.
5. *un système d'éconconditionnalité rigoureux dans l'octroi du soutien financier*
6. *le retour à une politique d'autosuffisance alimentaire* axée moins sur l'exportation et davantage sur une agriculture territoriale de proximité.

Si on le juge nécessaire, *un BAPE général sur la transition écologique de notre agriculture.*

Texte principal

I. Le problème des pesticides

Le danger des pesticides

Je ne m'étendrai pas sur la toxicité des pesticides et du Roundup ni sur les impacts des engrais chimiques, d'autant plus qu'on dispose de bien peu d'études indépendantes complètes : je voudrais surtout traiter des solutions.

On reconnaît toutefois de plus en plus que les pesticides et les engrais chimiques, dont les quantités utilisées ne cessent d'augmenter en dépit des stratégies adoptées, représentent un danger majeur pour l'environnement et pour la santé des personnes, des sols et des agriculteurs eux-mêmes qui les utilisent.

La contamination généralisée de l'eau potable et de la chaîne alimentaire a été confirmée encore récemment par les analyses de cours d'eau effectuées par le Ministère de l'Environnement. Des enquêtes, des études, des instances internationales et des procès ont mis en lumière ces dernières années des liens qu'on peut difficilement ignorer, ne serait-ce que par précaution, entre divers pesticides et certains cancers du sang, de la vessie ou de la moëlle épinière, des lymphomes, la maladie de Parkinson, la mortalité des abeilles et la perte de biodiversité en général. Les impacts des engrais chimiques sur la santé des sols et la contamination de l'eau potable sont aussi bien connus aujourd'hui.

On oublie trop facilement que les normes en vigueur sur les taux de toxicité tolérables ne sont pas des normes de prévention mais des seuils de toxicité soutenables, et qu'elles ne sont même pas valables quand il s'agit, par exemple, des effets des perturbateurs endocriniens sur l'embryon au début de son développement, puisque ceux-ci se retrouvent rapidement dans le liquide amniotique qui est devenu, de nos jours, un cocktail inquiétant de résidus de substances toxiques.

Une dernière remarque importante à propos de la toxicité du Roundup. Le chercheur Gilles-Éric Séralini, un des rares chercheurs réputé indépendant, a clairement démontré que les effets toxiques qu'on attribue au glyphosate, l'agent actif du Roundup, sont en fait redevables en grande proportion (60%) aux substances mélangées au glyphosate dans les différentes variétés de Roundup, lesquelles comportent toutes une forte teneur en arsenic et en dérivés du pétrole, ainsi qu'un effet de perturbation endocrinien. Ce fait rend particulièrement suspects les études de Monsanto qui portent sur le glyphosate seul et sur lesquelles s'appuient les homologations de nos gouvernements.

La dépendance aux pesticides

Le point sur lequel repose la stratégie de sortie des pesticides que je propose ici est celui-ci : **l'utilisation massive des pesticides et des engrais chimiques est indissociable de l'agriculture intensive.** Les monocultures céréalières intensives, les élevages intensifs hors sol, l'hyperspécialisation, la concentration et l'intégration des productions, la production d'exportation, la gestion liquide des fumiers constituent désormais **un modèle de production impensable sans pesticides, parce qu'elles ne permettent pas aux sols de se maintenir en santé et de se régénérer.**

On a donc raison de dire que leur interdiction complète du jour au lendemain équivaudrait à condamner la quasi totalité de l'agriculture des pays industrialisés, qui repose de plus en plus sur l'exportation et le libre-échange de produits spécialisés en grands volumes.

Les alternatives aux pesticides

Si on veut s'affranchir des pesticides et des engrais chimiques, il faut offrir des alternatives aux agriculteurs, mais lesquelles?

Si ces alternatives sont d'autres produits de synthèse, en appui au même modèle de production et aux mêmes pratiques de culture et d'élevage, on risque fort de simplement pelleter les problèmes en avant. C'est d'ailleurs ce qu'on fait depuis plusieurs années déjà : remplacer un produit disqualifié, comme le DDT, le Lasso ou l'Atrazine ou le Chlorobenzène, par un autre qui s'avère finalement pire que les premiers...comme présentement les néonicotinoïdes ou le chlorpyrifos.

D'autre part, s'imaginer qu'on peut remédier au problème par une série de mesures de mitigation consistant à rationaliser l'utilisation et l'application des pesticides selon des protocoles, des autorisations agronomiques, des agendas, des dépistages et des registres sophistiqués, c'est aussi se leurrer et imposer aux agriculteurs des pratiques qui alourdiront considérablement les délais et les frais que ceux-ci devront supporter. Moins de poison, c'est encore du poison, et ça devient ingérable.

Il faut se rendre à l'évidence : les pratiques intensives et les produits de synthèse qu'elles exigent détruisent les mécanismes naturels de régénération et de protection des sols, des plantes et des animaux, ce qui oblige à augmenter l'utilisation de produits chimiques et génétiques, dans une spirale sans fin.

Ce sont les pratiques agricoles qu'il faut modifier, ou plutôt, il faut revenir à des

pratiques agricoles qui misent non pas sur des intrants chimiques ou génétiques, mais sur les mécanismes naturels de vie et de régénération des sols, d'immunité des plantes et des animaux, d'équilibre des écosystèmes et de la biodiversité, comme l'ont toujours fait les paysans et comme le font de mieux en mieux les producteurs écologiques modernes (agriculture biologique, biodynamique, permaculture, agro-écologie, agro-foresterie, etc.)

Et, bonne nouvelle, la solution elle existe : dans tous les secteurs de production, il y a maintenant des fermes biologiques de toutes dimensions qui démontrent qu'il est possible d'obtenir d'excellents résultats et de meilleurs prix sans pesticides, sans engrais chimiques et sans OGM. Encore que pour y parvenir pleinement, il faut maintenir un niveau d'élevages et de diversification suffisant pour pouvoir disposer d'engrais naturels suffisants.

La question des rendements et de la compétitivité du secteur agroalimentaire québécois

L'abandon, même progressif, d'un modèle agro-chimique intensif, reposant sur l'usage des pesticides et engrais chimiques, ne risque-t-il pas de compromettre « *la compétitivité du secteur agroalimentaire québécois* », qui mise de plus en plus sur les grandes productions d'exportation, les productions céréalières notamment, et la conquête des grands marchés?

Bien sûr, il s'agit d'un choix important qui est au cœur de la transition écologique nécessaire de notre agriculture. Mais à la réflexion, ce choix est loin d'être insensé ni impossible. Le modèle industriel actuel est lui-même en danger. Les rendements ne cessent de diminuer malgré les ajouts d'intrants, car les sols s'épuisent. Les monocultures et monoélevages déséquilibrent l'écosystème agricole. L'exportation ne profite en définitive qu'à une poignée de gros intégrateurs-transformateurs qui achèvent de prolétarianiser l'ensemble des agriculteurs à leur service. Ceux-ci d'ailleurs, même ceux qui sont encore protégés par la gestion de l'offre, voient leurs marges de profit diminuer constamment au profit des intermédiaires et des fournisseurs. La gestion et la bureaucratie rongent leurs énergies. Leur revenu net a diminué de 50% l'an dernier. Ils doivent s'endetter toujours davantage pour augmenter leur productivité, grossir ou disparaître...et faire le vide autour d'eux dans nos villages. C'est un cercle vicieux dans lequel nous sommes tous perdants.

Ne sommes-nous pas contraints, de toutes façons, à reconverter notre agriculture à sa mission première, celle de nourrir notre population et d'occuper notre territoire? Le libre échange en agriculture détruit l'agriculture familiale de proximité.

II. Une stratégie de sortie des pesticides et engrais chimiques

Quels sont, sommairement, les éléments à mettre en place pour assurer cette transition sur le terrain et dans le temps?

À la base, il faut le vouloir, c'est-à-dire, adopter une politique claire qui étale l'essentiel de la transition sur 5 à 10 ans, qui comporte les budgets appropriés, et qui implique la participation de toutes les instances gouvernementales impliquées dans la production agricole et l'aménagement rural (agriculture, environnement, affaires municipales, santé publique, protection du territoire agricole, financement agricole, etc.), lesquelles devraient être *coordonnées dans une instance supraministérielle rattachée idéalement au ministère de l'Environnement et de la transition écologique.*

Cette politique doit comporter au moins les éléments suivants :

1, Un programme national de rééducation à une agriculture écologique qui mette à contribution une équipe d'experts, les institutions d'enseignement agricole, l'Ordre des agronomes et vétérinaires, les groupes-conseils, les syndicats agricoles, les institutions de recherche et développement en agriculture.

Le principe conducteur étant : un sol en santé donne des plantes en santé, et, celles-ci, des animaux en santé et une population en santé.

2. L'élimination ou l'utilisation réduite et exceptionnelle des pesticides et engrais chimiques, étalées sur 5-10 ans, en fonction de leur dangerosité, à savoir :

- a) abandon rapide de pratiques dommageables non nécessaires, tels que
 - la pulvérisation abusive de Roundup avant la récolte des céréales et légumineuses,
 - la pulvérisation de Roundup avant le semis direct plutôt qu'un couvert végétal,
 - l'enrobage des semences dans un pesticide de type néonicotinoïde sauf en cas d'infestation évidente;
- b) un contrôle sévère des recommandations et prescriptions d'applications de pesticides et d'engrais par des agronomes et des comités indépendants;
- c) un agenda d'élimination de leur utilisation, sauf dans conditions exceptionnelles et définies.

3. Le rétablissement progressif de l'écosystème agricole :

- rétablissement des bandes riveraines, des brise-vent, des milieux humides et boisés.
- remise en question des systèmes de drainage souterrains actuels
- rotation et diversification des cultures
- abandon des méga-élevages hors sol
- contrôle naturel et mécanique des mauvaises herbes et, conséquemment, l'élimination progressive des semences OGM roundup-ready
- couplage des cultures et des élevages
- retour au pâturage
- retour à la gestion solide des fumiers compostés. Engrais verts et mychorrizes
- adoption de nouvelles pratiques culturales comme le semis direct, les cultures intercalaires, la couverture végétale, les engrais verts, etc.

4. Le recadrage des bâtiments et équipements :

- mise au point d'une machinerie adaptée aux nouvelles pratiques culturales
- mise au point de bâtiments adaptés à la gestion solide des fumiers et des litières compostés et à la pratique du pâturage.

5. **L'établissement d'un système rigoureux d'éco-conditionnalité** selon les critères ci-dessus énumérés pour l'attribution des mesures de soutien.

6. Enfin, le retour à **une politique d'autosuffisance alimentaire** axée moins sur l'exportation et davantage sur une l'agriculture territoriale de proximité liée à sa communauté, ce qui implique un **réaménagement des lois et programmes** relatifs au soutien financier, à la mise en marché collective, à la gestion du zonage agricole, à la représentation syndicale et aux réglementations sanitaires et environnementales, comme le recommandait le Rapport Pronovost.

Au cours des 30 dernières années, notre taux d'autosuffisance alimentaire est passé de 80% à 30% environ; par contre, nos exportations n'ont pas cessé de doubler. Or les exportations, que ce soit celles de porcs (70%) ou de céréales, favorisent la spécialisation de notre agriculture dans la production céréalière, celle qui exige le plus de pesticides, a le plus d'impacts environnementaux sur les sols, l'eau et les GES (2 kilos de pétrole pour un kilo de céréales).

Conclusion

Faudrait-il commencer par un BAPE générique?

Le Québec -le gouvernement, les institutions, les agriculteurs, les agronomes- sont-ils prêts à entreprendre ce vaste exercice de transition écologique agricole?

Pour ma part, je trouve qu'on en a abondamment parlé et que les problèmes sont bien connus. Une nouvelle grande consultation ne risquerait-elle pas de retarder la mise en place d'un plan concrèt de transition.

Mais la tenue d'un BAPE générique sur la transition écologique de notre agriculture pourrait sans doute permettre à tous de faire cette réflexion et d'élaborer un plux large consensus sur la transition nécessaire, comme ce fut le cas pour l'encadrement de la production porcine au début des années 2000, avec le BAPE générique sur « la pertinence et les modalités du développement durable de la production porcine au Québec ». Il ne faudrait pas cependant que ce soit une prétexte pour retarder l'action.

Roméo Bouchard
Le 16 juillet 2019